

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 13 novembre 2025

Nos réf. : SAU/AV/MI n° 25 - 623

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**WEPA FRANCE**

RN 60 - ZI de TORVILLIERS

10440 LA RIVIERE-DE-CORPS

Code AIOT : 0005702271

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 octobre 2025 dans l'établissement WEPA FRANCE implanté RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE-DE-CORPS. L'inspection a été annoncée le 17 juillet 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Soumis à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a réalisé ses trois campagnes de mesures PFAS sur son point de rejet de son installation ainsi que sur les rejets des bassins des eaux pluviales. Ces campagnes ont été réalisées en septembre, octobre et novembre 2023. Les résultats obtenus ont mis en évidence un flux maximal en AOF de 23.6 g/j (moyenne de 14.03 g/j) et un flux moyen en PFAS inférieur à 0,01 g/j (Flux max 0,054 g/j).

Suite à ces résultats de détection au point de rejet d'eaux de process, il a été demandé à l'exploitant, en date du 6 décembre 2024, de mettre en œuvre un plan d'actions visant à investiguer et identifier la source et l'origine de la présence de ces substances dans le rejet aqueux, sous un délai de 7 mois. Une nouvelle visite a donc eu lieu le 28 octobre 2025 permettant à l'exploitant de présenter les résultats de ses investigations.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WEPA FRANCE
- RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE-DE-CORPS
- Code AIOT : 0005702271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société WEPA exploite sur son site de TORVILLIERS un établissement de fabrication de papier d'hygiène (mouchoir, papier d'essuyage, papier toilette, ...).

L'activité du site est couverte par l'arrêté préfectoral n° 01-1477A du 14 mai 2001 modifié, et est soumis au régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La société fonctionne du lundi au lundi, soit 7 jours sur 7 et en 3\*8.

Le site dispose de 4 forages prélevant dans la nappe de craie du sénonais et du pays d'Othe et d'une unité de pré-traitement de ses rejets avant rejet et traitement par la station d'épuration de BARBEREY (STEP du Grand TROYES).

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bassin d'eaux pluviales	AP Complémentaire du 06/12/2024, article 2 partiel	Sans objet
2	Origine émission de PFAS/AOF	AP Complémentaire du 06/12/2024, article 2 partiel	Sans objet
3	Suivi de l'évolution des émissions PFAS/AOF dans rejet aqueux	AP Complémentaire du 06/12/2024, article 2 partiel	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis d'identifier les diverses investigations menées par l'exploitant afin de déterminer l'origine de la présence de PFAS et d'AOF dans le rejet de son installation. Certaines recherches montrent la présence de PFAS dans les eaux souterraines au niveau des piézomètres. Néanmoins, la corrélation avec leur présence dans le rejet reste à démontrer.

Les résultats issus des mesures de suivi du rejet aqueux de l'installation ne montrent pas une présence significative de PFAS et d'AOF. Au regard de ces résultats, il n'apparaît pas nécessaire, à ce stade, de poursuivre le suivi d'émission de PFAS dans le rejet à une fréquence trimestrielle mais d'adapter ce suivi à une fréquence semestrielle voire annuelle. Ces mesures seront réalisées sur des process pure pâte et pâte recyclée. De nouvelles mesures pourraient être envisagées selon les résultats obtenus.

Par ailleurs, suite aux résultats déjà réalisés, il n'apparaît pas à ce stade nécessaire d'engager des investigations complémentaires coûteuses, mais plutôt d'approfondir les pistes d'amélioration envisagées (réflexions sur l'éventuelle corrélation entre la présence de PFAS /AOF dans les eaux souterraines, détectés sur les piézomètres, et dans le rejet de l'installation).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bassin d'eaux pluviales

### N° 2 : Origine émission de PFAS/AOF

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/12/2024, article 2 partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Investigations origine émission PFAS/AOF
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société WEPA met en œuvre les mesures suivantes et selon les délais mentionnés ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li><b>étudie l'ensemble</b> de son process afin de déterminer, identifier l'origine et la source d'émission des PFAS et/ou AOF dans son rejet. Cette <b>étude</b> lui <b>permet de définir et de mettre</b> en place les <b>actions</b> soutenables sur un plan technico-économique, visant à <b>limiter, voire supprimer</b> la présence de ces substances dans son rejet.</li></ul>

Le **délai** de mise en œuvre de ces actions ne **dépasse pas 5 mois** à compter de la notification du présent arrêté. **À défaut**, l'exploitant **présente un plan d'action** des mesures retenues et **un échéancier** de mise en œuvre à l'inspection des installations classées.

- Cette étude intègre notamment les bassins d'EP et l'eau de forage ;

### Constats :

L'exploitant a réalisé une étude technique de son installation afin d'identifier des sources potentielles d'émission de PFAS et les traitements possibles qui pourraient être envisagés en fonction des résultats obtenus. Par anticipation, l'exploitant a réalisé une première analyse en juin 2024 sur les eaux souterraines au niveau des piézomètres permettant le suivi des eaux souterraines du site.

Des analyses complémentaires ont été réalisées en mars 2025 sur les points suivants :

- eaux souterraines au niveau des piézomètres de suivi du site
- eaux souterraines issues des 4 forages
- eaux de process : 2 points en entrée de process
- eaux de rejet
- eaux des 2 bassins de rétention

Les résultats des premières mesures réalisées sur les piézomètres en juin 2024 mettaient en évidence la présence de huit PFAS à de très faibles concentrations (de 0,002 à 0,104 µg/l).

Les résultats des mesures complémentaires ne montrent pas une présence de PFAS ni d'AOF significative :

- Pour les eaux issues des forages, seul le forage 4 montre une détection de PFOS à 0,14 µg/l.
- Pas de détection sur les eaux prélevées en entrée de process
- Pour les eaux souterraines issues des piézomètres, seul le Pz1 montre une détection de PFOS à 0,12 µg/l.
- Pour les eaux issues du rejet de l'installation, seuls les AOF ressortent à une concentration de 2,4 µg/l.

La carte ci-dessous présente la position du réseau de surveillance de la qualité de la nappe :



A partir des résultats obtenus, l'exploitant considère que les PFAS retrouvés dans son rejet proviennent de son eau de process. Or, en absence d'éléments techniques sur les différents ouvrages, cette **corrélation** entre la présence de PFAS dans les eaux souterraines, détectées sur les piézomètres, et les PFAS présents dans le rejet, **reste à démontrer**.

Il est constaté que les résultats sont variables d'un prélèvement à l'autre.

Par ailleurs, l'exploitant souligne l'environnement à proximité du site qui peut être également source d'émission de PFAS (zone rurale et agricole, vignobles, zone industrielle en amont).

Des analyses ont également été réalisées sur des produits finis issus du groupe (essuie-tout, papier toilette, mouchoirs) ainsi que sur les boues de désencrage.

Les résultats obtenus ne mettent pas en exergue une présence significative de substance PFAS (< 0,1 µg/kg et < 1µg/kg pour le PiPA 6:2 et 8:2 pour les produits finis).

Seul le total organic fluorine (TOF) est mesuré entre 4 à 5 mg/kg pour les fibres recyclées, 1 à 2 mg/kg pour les fibres vierges et 60 mg/kg pour les boues de désencrage.

L'exploitant précise qu'une étude complémentaire sera poursuivie sur les boues et eaux résiduaires au niveau du groupe, ainsi qu'une analyse ciblée des PFAS dans la pâte désencrée de l'usine de Château-Thierry.

Les différentes démarches réalisées sur le site de Torvilliers n'ont pas mis en évidence avec certitude la source d'émission de PFAS - AOF.

A noter que la société WEPA envoie ses boues fibreuses, issues de la production, en méthanisation. Il n'y a pas d'envoi en centre de compostage ni en épandage.

L'exploitant souligne également que les extincteurs susceptibles de contenir des substances PFAS ont fait l'objet d'un remplacement.

Au regard de ces éléments, il ne peut être établi avec certitude une corrélation entre la présence de PFAS dans les eaux souterraines et dans le rejet de l'installation (ni même entre les eaux prélevées et celles qui sont suivies dans le cadre de la surveillances des eaux souterraines au droit du site).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Suivi de l'évolution des émissions PFAS/AOF dans rejet aqueux

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/12/2024, article 2 partiel

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi de l'évolution des émissions PFAS/AOF dans rejet aqueux

**Prescription contrôlée :**

La société WEPA met en œuvre les mesures suivantes et selon les délais mentionnés ci-après :

- **vérifie trimestriellement l'évolution des émissions de PFAS et AOF dans son rejet** selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et ce pendant deux ans minimum.

**Constats :**

Suite aux campagnes de mesures réalisées en 2023, l'exploitant a suivi l'évolution des émissions PFAS dans son rejet. Les résultats obtenus sont les suivants:

	5/09/23	11/10/23	23/11/23	19/12/24	13/03/25	3/06/25	23/09/25
AOF	< 2 µg/l	31 µg/l (23,653 g/j)	26 µg/l (18,512 g/j)	3,8 µg/l (2,91 g/j)	2,4 µg/l (1,9 g/j)	< 2 µg/l	< 2 µg/l
PFHxS	< 0,1 µg/l	0,021 µg/l (0,016 g/j)	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l
PFOS	< 0,1 µg/l	0,063 µg/l (0,048 g/j)	0,076 µg/l (0,0541 g/j)	0,35 µg/l (0,2681 g/j)	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l
PFPeA	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l	0,024 µg/l (0,017 g/j)	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l	< 0,1 µg/l

Les résultats des mesures de suivi réalisés par l'exploitant montrent une diminution de présence de PFAS et AOF, puis des résultats inférieurs aux limites de quantification sur les deux derniers mesures.

A noter que lors des mesures de décembre 2024 et mars 2025, le process de fabrication fonctionnait sur de la pure pâte. L'exploitant n'a pu confirmer le jour de la visite si le process de fabrication, lors des mesures de juin et septembre 2025, était sur un process de pure pâte ou de pâte recyclée. Lors de la visite d'inspection du 26 juillet 2024, il avait été soulevé qu'en octobre 2024, avant la mesure de novembre, le process était en pâte recyclée.

Les différents retours d'expériences montrent que les produits à base de matières recyclées sont des sources potentielles d'émission de PFAS et AOF.

Afin de lever le doute, il convient que la prochaine mesure de suivie soit réalisée en process de fabrication « pâte recyclée » pour une meilleure représentativité des mesures durant le fonctionnement de l'installation.

Par ailleurs, au regard de ces résultats, il n'apparaît pas nécessaire, à ce stade, de poursuivre le suivi d'émission de PFAS dans le rejet à une fréquence trimestrielle mais d'adapter ce suivi à une fréquence semestrielle voire annuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite